

DOMAINE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES »

FICHE SANTÉ - ANIMAUX I

PAQUET HYGIÈNE RELATIF AUX PRODUCTIONS PRIMAIRES ANIMALES

Quel est l'objectif ?

Le règlement cadre européen¹ sur la législation alimentaire pose des prescriptions générales en matière de :

- sécurité sanitaire des aliments : aucune denrée ne peut être mise sur le marché si elle est considérée comme dangereuse, ou comme présentant un risque ;
- traçabilité : les clients et les fournisseurs de chaque exploitant de la chaîne alimentaire, excepté les consommateurs finaux, doivent être identifiés ;
- responsabilité des exploitants : chaque exploitant est responsable de sa production et doit veiller au respect de la réglementation en vigueur ;
- retrait et rappel des denrées alimentaires et des aliments pour animaux : procédure de retrait et rappel des denrées alimentaires et des aliments pour animaux lorsqu'ils sont considérés comme dangereux.

Ce règlement concerne tous les opérateurs de la chaîne alimentaire (fabricants d'aliments pour animaux, agriculteurs, éleveurs, artisans, industries agroalimentaires, distributeurs, etc.) et intègre donc la production agricole (dite production primaire) dans le dispositif d'ensemble.

Trois règlements, communément appelés « Paquet hygiène », complètent ce dispositif et précisent les règles applicables à l'ensemble des denrées alimentaires², aux denrées alimentaires d'origine animale³ et à l'alimentation animale⁴. Ces obligations s'imposent à tous les exploitants qui font des productions « primaires » transformées ou non, destinées à une consommation humaine ou animale.

La plupart des dispositions prévues par ces règlements sont applicables en France depuis de nombreuses années.

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs, en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité⁵, sont concernés, y compris s'ils livrent leur production à une entreprise ou à une coopérative. L'obligation de traçabilité s'applique à tous les exploitants pour toutes les denrées alimentaires et pour les aliments pour animaux y compris ceux produits à la ferme.

¹ Règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire (JO L 31 du 1 2 2002, p. 1). Au titre de la conditionnalité, il est vérifié le respect des articles 14, 15, 17 paragraphe 1, des articles 18, 19 et 20

² Règlement (CE) n°852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène alimentaire

³ Règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale

⁴ Règlement (CE) n°183/2005 du Parlement européen et du Conseil du 12 janvier 2005 établissant les exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux

⁵ Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les aides du premier pilier, les aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles versées depuis 2008 et certaines aides de développement rural [indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN), mesures agroenvironnementales (MAE) pour les engagements souscrits à partir de 2007, aide au boisement des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux].

Que vérifie-t-on ?

Les exigences à respecter au titre de la conditionnalité dépendent de la nature des productions pratiquées sur l'exploitation.

Les exigences qui sont contrôlées au titre de la conditionnalité, portent sur :

- la tenue du registre d'élevage ;
- le stockage des médicaments et des aliments ;
- l'information sur la chaîne alimentaire dans le secteur de la volaille ;
- les mesures de prophylaxie et de police sanitaire ;
- les bonnes pratiques d'hygiène dans les secteurs laitier et de l'abattage ;
- le marquage des œufs.

Point de contrôle 1. Exigences du registre d'élevage

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs doivent respecter les mesures concernant l'utilisation des médicaments vétérinaires ainsi que celles visant à contrôler la présence de résidus provenant des médicaments vétérinaires dans les aliments.

Que vérifie-t-on ?

Visite sanitaire obligatoire des élevages bovins

L'arrêté du 24 janvier 2005 a instauré une visite sanitaire obligatoire des élevages bovins visant à la prévention et à la maîtrise des maladies réputées contagieuses de l'espèce bovine en 2005-2006 et 2006-2007. L'arrêté du 28 décembre 2007 a remplacé cette visite par une visite sanitaire biennale qui a commencé en 2008. Cette visite répond à la prévention de l'introduction des maladies contagieuses transmissibles à l'être humain et à la maîtrise des risques sanitaires.

Seuls les exploitants qui élèvent des bovins sont concernés.

C'est la présence du compte rendu de la visite, lorsqu'elle a bien eu lieu, qui est vérifiée. L'absence du compte rendu est considérée comme une anomalie.

Traitements médicamenteux

On vérifie :

- la présence des ordonnances, obligatoires pour tout médicament présent sur l'exploitation et délivrable sur ordonnance, ainsi que pour tout traitement inscrit sur le registre d'élevage. Il est à noter qu'un aliment médicamenteux est un médicament vétérinaire ;
- la présence des bons de livraisons ou des factures des médicaments délivrables sans ordonnance ;
- l'enregistrement de tous les traitements effectués sur les animaux ;
- le respect du temps d'attente⁶ défini par le vétérinaire sur la prescription correspondante (ou, à défaut d'ordonnance, du temps d'attente mentionné sur la boîte ou le flacon).

⁶ Le temps d'attente est le délai à observer entre la dernière administration du médicament et l'obtention des denrées alimentaires provenant de cet animal

Aliments pour animaux

On vérifie :

- la présence des bons de livraison, des factures ou des étiquettes correspondant aux aliments distribués aux animaux ;
- l'enregistrement de la distribution de certains aliments pour animaux. Il s'agit ici des aliments pour animaux contenant un additif des catégories « coccidiostatiques et histomonostatiques » ou « autres additifs zootechniques » ayant des effets de facteurs de croissance ;
- le respect de l'interdiction de distribuer des aliments pour animaux contenant des antibiotiques utilisés comme additifs⁷ ;

Le respect du temps de retrait⁸ défini sur l'étiquette d'un aliment pour animaux.

Anomalies mineures et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « Non présentation au moment du contrôle du compte-rendu de la visite sanitaire bovine obligatoire » est constatée, l'exploitant dispose d'un mois maximum pour transmettre, au service de contrôle, une photocopie de ce document.

Lorsque la non-conformité « Absence de 1 à 3 enregistrements des traitements médicamenteux avec ordonnances présentes et animaux traités toujours présents sur l'exploitation » est constatée, l'exploitant corrige immédiatement en présence du contrôleur en complétant le document.

Lorsque la non-conformité « Absence d'au moins un enregistrement des distributions de certains aliments* pour animaux, avec documents définissant le temps de retrait toujours présents sur l'exploitation et animaux concernés toujours présents sur l'exploitation.

** il s'agit des aliments pour animaux qui contiennent un additif des catégories « coccidiostatiques et histomonostatiques » ou « autres additifs zootechniques » ayant des effets de facteurs de croissance », est constatée l'exploitant corrige immédiatement en présence du contrôleur en complétant le document complété.*

Lorsqu'il y a un délai de remise en conformité, cette dernière est définitivement validée par le corps de contrôle, soit sur la base des documents probants transmis par l'exploitant, soit dans le cadre d'une nouvelle visite sur l'exploitation.

Point de contrôle 2. Stockage

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs doivent respecter les mesures concernant l'utilisation des médicaments vétérinaires ainsi que celles visant à contrôler la présence de résidus provenant des médicaments vétérinaires dans les aliments.

Que vérifie-t-on ?

Il est vérifié :

- la présence d'un placard réservé au stockage des médicaments vétérinaires ;
- la présence d'un local, ou d'un équipement spécifique réservé à l'entreposage des aliments. Les aliments pour animaux ne doivent pas être entreposés avec les produits phytopharmaceutiques, les biocides ou les fertilisants (qui peuvent contenir des protéines d'origine animale) ;

⁷ Ce type d'aliment, interdit depuis le 1^{er} janvier 2006, est différent de l'aliment médicamenteux qui est un médicament vétérinaire et qui peut comprendre des molécules antibiotiques

⁸ Le temps de retrait est le délai minimal à observer entre la dernière distribution d'aliment et l'abattage des animaux.

- la mise en œuvre d'un stockage séparé des aliments médicamenteux.

Anomalie mineure et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « absence d'un placard réservé au stockage des médicaments vétérinaires » est constaté, l'exploitant dispose d'un mois maximum pour se remettre en conformité et transmettre, au service de contrôle, des documents probants, par exemple une copie de la facture et des documents photographiques probants.

La remise en conformité sera définitivement validée par le corps de contrôle, soit sur la base de ces documents, soit dans le cadre d'une nouvelle visite sur l'exploitation.

Point de contrôle 3. Informations sur la chaîne alimentaire dans le secteur de la volaille

Qui est concerné ?

Tous les exploitants qui pratiquent l'élevage de volailles en vue de leur abattage.

Que vérifie-t-on ?

L'objectif est d'assurer la qualité sanitaire des volailles abattues. La fiche d'information sur la chaîne alimentaire auparavant dénommée fiche sanitaire d'élevage) est un document établi par l'éleveur, transmis au responsable de l'abattoir qui s'assure que les services d'inspection en disposent au moins 24h avant la date prévue d'abattage des animaux.

L'éleveur de volailles doit conserver les données du registre d'élevage reprises par cette fiche d'information sur la chaîne alimentaire .

Les contrôles portent donc sur la conservation des données sanitaires dans le registre d'élevage, reprises par la fiche sanitaire d'élevage lors de l'envoi à l'abattage des volailles élevées par bandes. L'absence de conservation des données de la fiche d'information sur la chaîne alimentaire constitue une anomalie.

Point de contrôle 4. Respect des mesures de prophylaxie et de police sanitaire

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs de bovins ou de ruminants doivent respecter les mesures liées à la santé des animaux, y compris les programmes de surveillance des zoonoses (maladies communes à l'homme et à l'animal, telles que, par exemple, la brucellose ou la tuberculose).

Que vérifie-t-on ?

Il est vérifié :

- la réalisation des tests de dépistage pour l'obtention ou le maintien d'une qualification sanitaire pour la brucellose et la tuberculose chez les bovins, pour la brucellose chez les petits ruminants ;
- le respect des mesures de police sanitaire prescrites par un arrêté préfectoral de mise sous surveillance ou portant déclaration d'infection d'une zoonose réputée contagieuse.

Point de contrôle 5. Respect des bonnes pratiques d'hygiène

Ce point comporte deux mesures : la première concerne tous les exploitants détenant des animaux de boucherie et la seconde les exploitants qui ont une activité de production laitière.

1/ Bonnes pratiques d'hygiène pour le secteur de l'abattage

Les agriculteurs ne sont pas autorisés à abattre un animal de boucherie en dehors d'un abattoir agréé, excepté pour l'abattage familial de porcs, d'ovins ou de caprins ou pour l'abattage d'animaux accidentés non-transportables ou dangereux.

Qui est concerné ?

Les exploitants qui détiennent des animaux de boucherie (bovins, ovins, caprins, porcs...).

Que vérifie-t-on ?

L'abattage à la ferme d'animaux de boucherie, excepté pour l'abattage familial des porcs, ovins, caprins ou de l'abattage d'animaux accidentés non transportables ou dangereux.

2/ Bonnes pratiques d'hygiène pour le secteur laitier

L'exploitant doit respecter des mesures d'hygiène pendant la traite et des exigences en matière de nettoyage des installations de traite et des équipements pour le stockage du lait.

Qui est concerné ?

Tous les exploitants qui ont une activité de production laitière, y compris les exploitants qui ont une activité de transformation laitière.

Que vérifie-t-on ?

On contrôle la présence d'une attestation de contrôle de la machine à traire effectuée depuis moins de dix-huit mois. On vérifie également la séparation effective des locaux de stabulation et le lieu de stockage du lait et du colostrum en tenant compte des travaux entrepris dans le cadre d'un plan de mise aux normes.

Toujours en ce qui concerne les locaux, une protection adéquate (des pièges par exemple) contre les rongeurs doit être mise en place. Il ne s'agit pas de s'assurer que le passage d'une souris est absolument impossible mais il est nécessaire d'avoir un dispositif de lutte contre ces nuisibles pour empêcher tout risque de contamination du lait et du colostrum.

Par ailleurs, les matériaux en contact avec le lait doivent être bien lisses, lavables et non toxiques. Les matériaux utilisés doivent notamment être aptes au contact alimentaire.

NB : cette anomalie relative aux matériaux fera l'objet d'une réduction de 3 % en 2012.

Anomalies mineures et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « Locaux destinés à l'entreposage du lait et du colostrum protégés contre les nuisibles afin d'éviter la contamination du lait et du colostrum » est constatée, l'exploitant dispose de 7 jours maximum pour se remettre en conformité et transmettre, au service de contrôle, des documents probants (exemple : copie de la facture du matériel de lutte, plan des locaux avec emplacement des pièges, etc.) sur l'installation des dispositifs de lutte contre les nuisibles mis en place.

La remise en conformité sera définitivement validée par le corps de contrôle, soit sur la base de ces documents, soit dans le cadre d'une nouvelle visite sur l'exploitation.

Point de contrôle 6. Respect des règles d'hygiène, d'identification, de marquage et de vente des oeufs

Les œufs doivent être marqués avec le code d'immatriculation réservé à chaque élevage afin de garantir leur traçabilité tout au long de la filière. Depuis juillet 2005, cette immatriculation concerne également la vente d'œufs sur les marchés locaux. Les règles d'étiquetage et de marquage sont différentes suivant la destination des œufs. Les œufs quittant le territoire français doivent être identifiés avant leur départ, sauf autorisation expresse obtenue après accord des deux états membres en zone frontalière.

Qui est concerné ?

Tous les exploitants qui ont une activité de production d'œufs, à l'exception de ceux dont la production est vendue directement sur la ferme.

Que vérifie-t-on ?

Il est contrôlé

- la salubrité des œufs et les conditions de leur stockage dans l'élevage ;
- la présence d'étiquetage ou des mentions obligatoires sur les conteneurs lorsque les œufs sont destinés à l'industrie alimentaire ou à un centre d'emballage, ainsi que l'absence d'enlèvement d'œufs destinés directement à un centre d'emballage d'un autre état membre sans identification préalable à l'élevage ou dans un centre d'emballage français ;
- l'exactitude du code distinctif de l'élevage d'origine apposé sur les œufs lorsque ceux-ci sont emballés sur un site d'élevage ;
- l'enregistrement du producteur et l'apposition sur les œufs de son numéro distinctif lorsque les œufs sont vendus sur le marché directement au consommateur ;
- dans le cas de vente directe sur un marché local des œufs de la ferme, la vérification que les œufs proviennent exclusivement de l'élevage du producteur.

Anomalie mineure et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « Étiquetage des conteneurs d'œufs destinés à l'industrie alimentaire ou à un centre d'emballage : absence d'étiquetage ou de mentions obligatoires. » est constatée, l'exploitant corrige immédiatement par l'apposition d'une étiquette conforme aux prescriptions réglementaires. La remise en conformité est alors immédiatement validée par le corps de contrôle.

GRILLE SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES - SOUS-DOMAINES « PAQUET HYGIÈNE, PRODUCTIONS ANIMALES »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Registre d'élevage	Non présentation au moment du contrôle du dernier compte-rendu de la visite sanitaire bovine obligatoire lorsqu'elle a eu lieu.	oui, sous 1 mois	0 ou 1%
	Absence totale d'ordonnance pour tout médicament délivrable sur ordonnance présent dans l'exploitation ou pour tout traitement inscrit sur le registre d'élevage.	non	3%
	Non présentation d'au moins une ordonnance pour tout médicament délivrable sur ordonnance présent dans l'exploitation ou pour tout traitement inscrit sur le registre d'élevage.	non	1%

GRILLE SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES - SOUS-DOMAIN « PAQUET HYGIÈNE, PRODUCTIONS ANIMALES »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Registre d'élevage (suite)	Absence d'au moins un : <ul style="list-style-type: none"> • bon de livraisons pour les traitements médicamenteux ou facture pour les médicaments non soumis à prescription, • bon de livraison, facture ou étiquette pour les aliments pour animaux. 	non	1%
	Absence totale d'enregistrement des traitements médicamenteux.	non	3%
	Absence d'au moins un enregistrement des traitements médicamenteux dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les ordonnances sont absentes, • les ordonnances sont présentes mais les animaux traités sont déjà sortis de l'exploitation. 	non	1%
	Absence de 1 à 3 enregistrements des traitements médicamenteux avec ordonnances présentes et animaux traités toujours présents sur l'exploitation.	oui, immédiatement	0 ou 1%
	Absence d'au moins un enregistrement des distributions de certains aliments pour animaux* dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les documents définissant le temps de retrait sont absents, • les documents définissant le temps de retrait sont présents mais les animaux concernés sont déjà sortis de l'exploitation. <i>* Il s'agit des aliments pour animaux contenant un additif des catégories « coccidiostatiques et histomonostatiques » ou « autres additifs zootechniques » ayant des effets de facteurs de croissance.</i>	non	1%
	Absence d'au moins un enregistrement des distributions de certains aliments pour animaux*, avec documents définissant le temps de retrait toujours présents sur l'exploitation et animaux concernés toujours présents sur l'exploitation. <i>* Il s'agit des aliments pour animaux contenant un additif des catégories « coccidiostatiques et histomonostatiques » ou « autres additifs zootechniques » ayant des effets de facteurs de croissance.</i>	oui, immédiatement	0 ou 1%
	Non respect du temps d'attente défini par le vétérinaire sur la prescription pour les traitements médicamenteux, à plusieurs reprises (ou à défaut d'ordonnance, du temps d'attente mentionné sur la boîte ou le flacon).	non	3%
	Non respect du temps d'attente défini par le vétérinaire sur la prescription pour les traitements médicamenteux, à une seule reprise (ou à défaut d'ordonnance, du temps d'attente mentionné sur la boîte ou le flacon).	non	1%
Non respect du temps de retrait défini sur l'étiquette à au moins une reprise pour certains aliments pour animaux*. <i>* Il s'agit des aliments pour animaux contenant un additif des catégories « coccidiostatiques et histomonostatiques » ou « autres additifs zootechniques » ayant des effets de facteurs de croissance.</i>	non	1%	
Détention et distribution d'un aliment contenant des antibiotiques utilisés comme additif.	non	3%	
Stockage	Absence d'un placard réservé au stockage des médicaments vétérinaires.	oui, sous 1 mois	0 ou 1%
	Absence d'un local ou d'un équipement spécifique réservé à l'entreposage des aliments.	non	1%
	Absence de stockage séparé des aliments médicamenteux.	non	1%
Fiche d'information sur la chaîne alimentaire *	Aucune conservation des données du registre reprises par la fiche d'information sur la chaîne alimentaire accompagnant à l'abattoir les volailles élevées par bande.	non	1%

* la fiche d'information sur la chaîne alimentaire était auparavant appelée fiche sanitaire

GRILLE SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES - SOUS-DOMAINE « PAQUET HYGIÈNE, PRODUCTIONS ANIMALES »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Mesures de prophylaxie et de police sanitaire en cas de zoonose alimentaire réglementée	Non réalisation malgré une notification écrite de la part de la DD(CS)PP des tests de dépistage permettant l'obtention et/ou le maintien d'une qualification sanitaire pour la brucellose et la tuberculose chez les bovins / pour la brucellose chez les petits ruminants.	non	3%
	Non respect des mesures de police sanitaire prescrites par un arrêté préfectoral de mise sous surveillance, ou par un arrêté portant déclaration d'infection d'une maladie transmissible à l'homme réputée contagieuse.	non	Intentionnelle
Bonnes pratiques d'hygiène	Abattage clandestin avéré (animal de boucherie abattu en dehors d'un abattoir agréé, à l'exception de l'abattage familial pour les porcins, les ovins et les caprins, et de l'abattage d'animaux accidentés ou dangereux).	non	Intentionnelle
	Vérification du respect des bonnes pratiques d'hygiène de la traite : absence d'attestation de contrôle de la machine à traire effectuée sur les 18 derniers mois conformément à la norme NF ISO 6690.	non	1%
	Non-respect de la séparation des locaux de stabulation avec les locaux de stockage du lait et du colostrum et absence de travaux programmés de mise en œuvre effective de la séparation prévue dans le cadre d'un plan de mise aux normes dont l'échéance a fait l'objet d'un report validé par l'administration.	non	1%
	Non utilisation d'équipements bien entretenus destinés à entrer en contact avec le lait (ustensiles, récipients, citernes, etc., utilisés pour la traite, la collecte ou le transport) faciles à nettoyer et, au besoin, à désinfecter	non	1%
	Locaux destinés à l'entreposage du lait et du colostrum non protégés contre les nuisibles afin d'éviter la contamination du lait et du colostrum	oui, sous 7 jours	0 ou 1%
Respect des règles d'hygiène, d'identification, de marquage et de vente des œufs	Salubrité des œufs dans l'élevage : présence d'œufs moisiss et/ou de condensation sur leur coquille	non	1%
	Conditions de stockage des œufs dans l'élevage : présence d'odeurs étrangères dans le local de stockage d'œufs et/ou local de stockage des œufs en mauvais état d'entretien et/ou local de stockage ne permettant pas de soustraire les œufs à l'action directe du soleil	non	1%
	Étiquetage des conteneurs d'œufs destinés à l'industrie alimentaire ou à un centre d'emballage : absence d'étiquetage ou de mentions obligatoires.	oui, immédiatement	0 ou 1%
	Marquage des œufs emballés par un centre d'emballage situé sur l'exploitation : absence de code désignant le numéro distinctif du producteur sur des œufs emballés par le centre, quelle que soit leur provenance, ou marquage d'un code inexact.	non	1%
	Marquage des œufs destinés à la vente sur les marchés directement du producteur au consommateur : les œufs ne sont pas marqués individuellement du code désignant le numéro distinctif du producteur ou le code n'est pas réglementaire, ou le producteur n'est pas enregistré.	non	1%
	Commercialisation des œufs destinés à la vente sur les marchés publics locaux : l'exploitant vend sur les marchés des œufs non produits sur son propre élevage et qui ne proviennent pas d'un centre d'emballage.	non	1%

DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES »

FICHE SANTÉ ANIMAUX II

INTERDICTION D'UTILISER CERTAINES SUBSTANCES EN ÉLEVAGE

Quel est l'objectif ?

L'administration de certaines substances aux animaux d'élevage en vue de stimuler leur croissance peut, en raison des résidus que ces substances laissent dans les denrées alimentaires d'origine animale, être dangereuse pour les consommateurs ou affecter la qualité de ces denrées. En conséquence, un principe général d'interdiction des substances ayant un effet hormonal, thyrostatique ou, antagoniste est défini au niveau communautaire¹.

Cependant, certaines de ces substances peuvent être utilisées selon des règles précises et dans certaines conditions.

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs, en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité², sont concernés et doivent donc respecter l'ensemble des exigences communautaires en matière d'utilisation des produits dans l'alimentation et de traitement vétérinaire des animaux destinés à la consommation.

Que vérifie-t-on ?

On vérifie l'absence de substances interdites ou réglementées, à savoir l'absence de :

- thyrostatiques ;
- stilbènes, dérivés des stilbènes, leurs sels et esters ;
- substances antagonistes ;
- substances à effet œstrogène, androgène ou progestagène.

Les contrôles sont effectués au moyen de prélèvements sur les aliments distribués aux animaux et sur les animaux eux-mêmes (poils, urine, sang, denrées alimentaires d'origine animale...).

En cas de non-conformité, une enquête sera menée auprès de l'éleveur et du vétérinaire prescripteur afin de déterminer la cause de cette non-conformité et la suite à donner. S'il s'agit des substances antagonistes et des substances à effet œstrogène, androgène ou progestagène, l'enquête devra permettre de déterminer le non-respect des conditions particulières d'utilisation de ces substances à des fins thérapeutiques ou zootechniques conformément au règlement.

Il est à noter en effet que les substances antagonistes et les substances à effet œstrogène, androgène ou progestagène (si elles entrent dans la composition de médicaments vétérinaires autorisés) peuvent être utilisées sous certaines conditions, pour un usage thérapeutique ou zootechnique et selon la prescription d'un vétérinaire.

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAINE « SUBSTANCES INTERDITES »

Point vérifié	Anomalie	Remise en conformité possible ?	Réduction
Résultats d'analyse du plan de surveillance de l'année 2011	Résultat non conforme avec présence d'une des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • thyrostatiques, • stilbènes, dérivés des stilbènes, leurs sels et esters, • substances antagonistes, • substances à effet œstrogène, androgène ou progestagène. 	non	Intentionnelle

¹ Directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction d'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances ,b-agonistes dans les spéculations animales - articles 3, 4, 5 et 7.

² Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les aides du premier pilier, les aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles versées depuis 2008 et certaines aides de développement rural [indemnités compensatoires de handicaps naturels (IcHN), mesures agroenvironnementales (MAE) pour les engagements souscrits à partir de 2007, aide au boisement des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux].



DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES » FICHE SANTÉ ANIMAUX III

LUTTE CONTRE LES MALADIES ANIMALES

Quel est l'objectif ?

Afin de lutter contre certaines maladies animales réputées contagieuses, dont la liste exhaustive figure ci-dessous, des mesures spécifiques de prévention et d'éradication en cas de foyer sont prévues au niveau communautaire et doivent être mises en place par les États membres¹.

Les maladies visées sont les suivantes : la fièvre aphteuse, la clavelée et variole caprine, la peste bovine, la stomatite vésiculeuse, la peste des petits ruminants, des pestes porcines, la maladie vésiculeuse du porc, la dermatose nodulaire contagieuse, la fièvre catarrhale du mouton, la fièvre de la vallée du Rift, la maladie hémorragique épizootique des cerfs.

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs, en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité², sont concernés et doivent donc, selon les espèces animales présentes sur l'exploitation, respecter les exigences en matière de notification aux autorités compétentes.

Que vérifie-t-on ?

Ces directives ne feront pas l'objet de contrôle sur place dans les exploitations agricoles. En revanche, si la présence dans un élevage d'un cas suspect et confirmé d'une des maladies réputées contagieuses qui doivent obligatoirement faire l'objet d'une notification à l'autorité compétente, a donné lieu à l'établissement d'un procès verbal dans l'année du contrôle, c'est ce procès-verbal, constatant l'absence de notification, qui sera constitutif de l'anomalie.

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAINE « LUTTE CONTRE LES MALADIES »

Point vérifié	Anomalie	Remise en conformité possible ?	Réduction
Notification des maladies	Absence de notification à l'autorité compétente de la présence d'un cas suspect et confirmé, ayant donné lieu à l'établissement d'un procès verbal dans l'année du contrôle	non	Intentionnelle

¹ Article 3 de la directive 85/511/CEE établissant des mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse.

Article 3 de la directive 92/119/CEE établissant des mesures communautaires générales de lutte contre certaines maladies animales ainsi que des mesures spécifiques à l'égard de la maladie vésiculeuse du porc.

Article 3 de la directive 2000/75/CE arrêtant des dispositions spécifiques relatives aux mesures de lutte et d'éradication de la fièvre catarrhale du mouton ou bluetongue.

² Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les aides du premier pilier, les aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles versées depuis 2008 et certaines aides de développement rural [indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN), mesures agroenvironnementales (MAE) pour les engagements souscrits à partir de 2007, aide au boisement des terres agricoles, paiements sylvo-environnementaux].

DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES »

FICHE SANTÉ ANIMAUX IV

PRÉVENTION, MAÎTRISE ET ÉRADICATION DES ENCEPHALOPATHIE SPONGIFORME TRANSMISSIBLES (EST)

Quel est l'objectif ?

Au cours des vingt dernières années, l'apparition de plusieurs encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST) différentes a été constatée séparément chez l'homme et chez les animaux, et de nombreuses preuves scientifiques ont mis en évidence la similitude de l'agent de l'ESB (maladie de la vache folle) avec celui responsable de la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

C'est pour protéger la santé humaine et animale du risque lié aux EST que la Communauté européenne a adopté une série de règles spécifiques pour la prévention, le contrôle et l'éradication de celles-ci ¹.

Qui est concerné ?

Tous les éleveurs de bovins, ovins et caprins, en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité ², sont concernés et doivent donc, selon les espèces animales présentes sur l'exploitation, respecter les exigences en matière de prévention, contrôle et éradication des EST.

Que vérifie-t-on ?

Il est vérifié :

- le respect des mesures de police sanitaire prescrites par un arrêté préfectoral de mise sous surveillance ou par un arrêté portant déclaration d'infection d'une EST ;
- la falsification, ou la rétention, d'éléments nécessaires à l'enquête effectuée lorsque la présence d'une EST est officiellement confirmée ;
- la présence ou la distribution, dans des élevages, d'aliments interdits pour l'espèce élevée.

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAINE « PRÉVENTION, MAÎTRISE ET ÉRADICATION DES EST »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Respect des mesures de police sanitaire	Non respect des mesures de police sanitaire prescrites par un arrêté préfectoral de mise sous surveillance, ou par un arrêté portant déclaration d'infection d'une EST. Falsification, ou rétention, d'éléments nécessaires à l'enquête effectuée lorsque la présence d'une EST est officiellement confirmée	non	Intentionnelle
Choix de l'aliment en fonction de l'espèce élevée	Présence ou distribution dans des élevages d'aliments interdits pour l'espèce élevée	non	5%

¹ Articles 7, 11, 12, 13 et 15 du Règlement (CE) n° 999/2001 fixant les règles pour la prévention, le contrôle et l'éradication de certaines encéphalopathies spongiformes transmissibles.

² Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les aides du premier pilier, les aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles versées depuis 2008 et certaines aides de développement rural [indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN), mesures agroenvironnementales (MAE) pour les engagements souscrits à partir de 2007, aide au boisement des terres agricoles, paiements syvo-environnementaux].



DOMAINE « PRODUCTIONS ANIMALES » FICHE SANTÉ ANIMAUX V

IDENTIFICATION ET ENREGISTREMENT DES ANIMAUX

Quel est l'objectif ?

L'identification pérenne généralisée (IPG), mise en place dès 1978 en France, a pour objectif de garantir une véritable traçabilité des animaux¹. Cette traçabilité est indispensable pour lutter efficacement contre les maladies animales, garantir la sécurité sanitaire des aliments et maintenir la confiance des consommateurs dans la viande d'origine française et communautaire. L'éleveur est ainsi l'acteur principal du premier maillon de la traçabilité des denrées en vue de l'étiquetage.

Qui est concerné ?

Toutes les éleveurs de bovins, de porcins, d'ovins ou de caprins (qu'ils bénéficient ou non de primes animales et/ou d'autres aides de la PAC), et en particulier les exploitants demandeurs d'aides soumises à la conditionnalité², sont tenus de respecter l'ensemble des règles régissant l'identification et l'enregistrement des animaux.

Que vérifie-t-on ?

Le système d'identification des animaux repose en particulier sur les éléments suivants :

- le marquage individuel des animaux ;
- la tenue du registre d'élevage concernant la partie relative aux mouvements (entrées, sorties, naissances, équarrissage) ;
- les documents d'accompagnement des animaux (passeport pour les bovins, document de chargement / déchargement pour les porcins, document de circulation pour les ovins et caprins) ; la notification des mouvements à la base de donnée nationale, ou à l'établissement départemental d'élevage (E.D.E.).

Les agents sont habilités à vérifier les documents devant être conservés par les éleveurs pour les années antérieures à celle du contrôle, mais seules les anomalies constatées sur les douze mois qui précèdent le contrôle sont retenues au titre de la conditionnalité.

La réglementation stipule que les contrôles doivent être inopinés. Toutefois, pour des raisons pratiques, l'éleveur peut être averti 48 heures avant le contrôle. L'éleveur doit assurer la contention des animaux durant le contrôle.

A] - L'identification des bovins

Les exigences réglementaires sont réparties en quatre grands thèmes :

- l'identification individuelle des animaux, à savoir principalement

¹ Directive 92/102 du Conseil du 27 novembre 1992 articles 3, 4 et 5
Règlement (CE) n°1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 articles 4 et 7
Règlement (CE) n°21/2004 du Conseil du 17 décembre 2003 articles 3, 4 et 5

² Les aides soumises à la conditionnalité couvrent les aides du premier pilier, les aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles versées depuis 2008 et certaines aides de développement rural [indemnités compensatoires de handicaps naturels (IcHN), mesures agroenvironnementales (MAE) pour les engagements souscrits à partir de 2007, aide au boisement des terres agricoles, paiements silvo-environnementaux].

l'apposition aux deux oreilles d'une boucle plastique agréée de couleur saumon comportant 10 chiffres précédés du code pays.

L'éleveur identifie lui-même les animaux nés sur son exploitation dans un délai maximum de 20 jours après la naissance. Il notifie à l'EDE dans un délai maximum de 7 jours toute constatation de perte de boucle. Ce numéro d'identification doit être conservé par l'animal toute sa vie ;

- la tenue du registre, avec notamment l'indication de toutes les entrées et sorties d'animaux de l'exploitation (achats, ventes, naissances, équarrissage, ...) ;
- les entrées et sorties d'animaux, qui doivent être notifiées à l'EDE dans un délai de 7 jours, les naissances étant notifiées dans un délai de 7 jours maximum après l'apposition des marques auriculaires (le délai maximum est donc de 27 jours) ;
- les documents d'accompagnement. Aucun bovin ne doit circuler sans passeport correctement renseigné, en particulier en ce qui concerne ses mouvements successifs qui doivent figurer au verso.

Que vérifie-t-on ?

Lors du contrôle sur place, on vérifie le respect de la réglementation relative à l'IPG sur les douze mois qui précèdent le contrôle (sauf la vérification des délais de notifications de mouvements des animaux qui s'établit à partir du 1er janvier 2011).

Anomalies mineures et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « Marque de re-bouclage commandée pour un animal ne présentant aucun défaut d'identification » est constatée, après avoir présenté aux organismes de contrôles l'ensemble des éléments permettant de s'assurer de l'identité de l'animal concerné, l'exploitant :

- contacte immédiatement, et en présence du contrôleur, l'EDE pour invalider la commande,
- ou transmet immédiatement au contrôleur la (les) marque(s) de rebouclage lorsque la commande a été livrée sur l'exploitation.

Lorsque la non-conformité « Absence de notification de mouvement (ou de naissance) constatée le jour du contrôle alors que plus de 7 jours (27 jours pour les naissances) se sont écoulés depuis l'événement, et ce pour moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux », est constatée, l'exploitant :

- réalise immédiatement, et en présence du contrôleur, la notification des mouvements auprès de l'EdE, par voie informatique ou par fax,
- ou remplit immédiatement, en présence du contrôleur, une notification de mouvement papier et contacte immédiatement l'EdE pour lui communiquer le numéro du folio qu'il s'engage à lui adresser le jour même. Dans le cas où l'EdE ne peut être joint, le contrôleur prend la notification de l'éleveur dans une enveloppe timbrée et la poste.

Lorsque la non-conformité « Dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire : moins de 30% des notifications réalisées hors délai » est constatée en tenant compte de la tolérance (cf. précisions ci-dessous) l'anomalie est considérée remise en conformité

s'il apparaît que les notifications ont été transmises dans des délais compatibles avec le respect du délai réglementaire. Cette situation peut relever des cas suivants en montrant qu'effectivement le dépassement du délai de notification ne relève que :

- du délai de transmission postal, en apportant immédiatement des éléments probants (notamment pour un envoi recommandé) permettant d'établir que le dépassement du délai de notification ne relève que du délai de transmission postal et/ou ;
- du délai de prise en compte par l'EdE, en apportant immédiatement des éléments probants (notamment les rapports d'envoi pour des télécopies) permettant d'établir que le dépassement du délai de notification ne relève que du délai de prise en compte par l'EdE (par exemple : un envoi par fax un mardi, compté comme septième jour du délai réglementaire, pris en compte le jeudi suivant) et/ou ;
- d'autres situations particulières (par exemple un changement de société comme la création d'un GAEC lorsque la procédure d'enregistrement des informations est subordonnée à l'obtention par l'EdE de pièces administratives (extrait K-bis notamment) pour créer la nouvelle structure dans la base de données)

Précisions

En ce qui concerne le dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire :

- la vérification est réalisée entre le 1er janvier 2011 et le jour du contrôle ;
- dix notifications hors délais sont tolérées sous réserve que ces notifications aient été transmises dans un délai maximal de 28 jours (ou de 48 jours pour les naissances) après l'évènement (entrée/sortie).

Exemple

Dans un élevage de bovins, depuis le 01/01/11 et sur 167 notifications de mouvement qui ont été réalisées (pour des entrées/sorties datant de plus d'une semaine), 14 notifications sont constatées hors délai.

Le contrôleur vérifie l'importance du dépassement de délai de ces 14 notifications : aucun dépassement n'est supérieur à 28 jours.

La tolérance appliquée est limitée à 10 non-conformités.

Il reste donc 4 non-conformités qui constituent une proportion inférieure à 30 % des notifications. Une remise en conformité peut donc, le cas échéant, être mise en œuvre.

Si l'éleveur présente lors du contrôle un élément probant permettant d'établir que les notifications ont été transmises dans des délais

compatibles avec le respect du délai réglementaire (par exemple un récépissé de fax concernant les quatre non-conformités indiquant la date d'envoi à l'EdE) alors aucune pénalité concernant les délais de notification des mouvements d'animaux n'est appliquée. En revanche, si aucun élément n'est présenté, la non-conformité relative au délai de notification des mouvements est constatée.

Lorsque la non-conformité « Passeport absent mais animal physiquement présent (sauf édition ou réédition ou duplicata en cours), et ce pour moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux » est constatée, l'exploitant dispose d'un mois maximum pour :

- 1°) contacter l'EDE pour une demande de réédition de passeport(s)
- 2°) et transmettre, à l'organisme de contrôle, la preuve (copie du passeport ou attestation EDE de demande de réédition du passeport) de l'identité de l'animal concerné pour chaque passeport.

Lorsque la non-conformité « Numéro d'identification illisible sans demande de réédition et ce pour moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux » est constatée, l'exploitant dispose d'un mois maximum pour :

- 1°) contacter l'EDE pour une demande de réédition de passeport(s)
- 2°) et transmettre, à l'organisme de contrôle, la preuve (copie du passeport ou attestation EDE de demande de réédition du passeport) de l'identité de l'animal concerné pour chaque passeport.

Lorsque la non-conformité « Autre information illisible sans demande de réédition pour 10% ou plus des animaux » est constatée, l'exploitant dispose d'un mois maximum pour :

- 1°) contacter l'EDE pour une demande de réédition de passeport(s)
- 2°) et transmettre, à l'organisme de contrôle, la preuve (copie du passeport ou attestation EDE de demande de réédition du passeport) de l'identité de l'animal concerné pour chaque passeport.

Lorsque le délai de remise en conformité est d'un mois, la remise en conformité est définitivement validée par le corps de contrôle, soit sur la base des documents probants transmis par l'exploitant, soit dans le cadre d'une nouvelle visite sur l'exploitation.

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAIN « IDENTIFICATION BOVINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Marquage des animaux	Animaux de plus de 20 jours sans marque auriculaire agréée ou avec deux marques illisibles et perte de traçabilité		
	<ul style="list-style-type: none"> • entre 1 et 10 animaux (sauf un animal ou deux animaux de sexe différent, sans perte de traçabilité) • plus de 10 animaux • 100% des animaux et au moins 10 animaux 	non	1%
Marquage des animaux	Animaux de plus de 20 jours avec une boucle manquante ou illisible ou deux boucles illisibles sans perte de traçabilité, sans que l'EDE n'ait été prévenu :	non	1%
		non	3%
		non	5%
	Au moins deux animaux portant le même numéro sur chacune des 4 boucles.	non	Intentionnelle

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAIN « IDENTIFICATION BOVINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Marquage des animaux (suite)	Marque de re-bouclage non posée par le détenteur dans les délais : <ul style="list-style-type: none"> 10 boucles et moins de 50 boucles, 50 boucles ou plus. 	non non	1% 3%
	Marque de re-bouclage commandée pour un animal ne présentant aucun défaut d'identification.	oui, immédiatement	0 ou 1%
	Marques auriculaires modifiées.	non	Intentionnelle
	Incohérence entre deux marques et EDE non-prévenu.	non	1%
	Bovin importé d'un pays tiers non-réidentifié par deux marques auriculaires dans les délais et EDE non-prévenu.	non	1%
Notification des mouvements des animaux dans les délais et existence et validité du registre	Absence de notification de mouvement (ou de naissance) constatée le jour du contrôle alors que plus de 7 jours (27 jours pour les naissances) se sont écoulés depuis l'événement : <ul style="list-style-type: none"> moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux, 10% ou plus et moins de 30% des animaux et au moins 3 animaux, 30% ou plus et moins de 50% des animaux et au moins 3 animaux, 50% ou plus des animaux et au moins 3 animaux ou registre des bovins inexistant ou non présenté ou non tenu au moment du contrôle. 	oui, immédiatement non non non	0 ou 1% 1% 3% Intentionnelle
	Dépassement du délai de notification de mouvement réglementaire (NB : vérification à compter du 1er janvier 2011) <ul style="list-style-type: none"> moins de 30% des notifications réalisées hors délai 30% ou plus des notifications réalisées hors délai 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%
Cohérence passeport /animal	Passeport présent mais animal physiquement absent (sauf animaux morts partis à l'équarrissage) : <ul style="list-style-type: none"> moins de 50% des animaux ou moins de 3 animaux, 50% ou plus et moins de 100% des animaux et au moins 3 animaux. 100% des animaux et au moins 3 animaux 	non non non	1% 3% 5%
	Passeport absent mais animal physiquement présent (sauf édition ou réédition ou duplicata en cours) : <ul style="list-style-type: none"> moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux, 10% ou plus et moins de 30% des animaux et au moins 3 animaux, 30% ou plus et moins de 100% des animaux et au moins 3 animaux. 100% des animaux et au moins 3 animaux 	oui, sous 1 mois non non non	0 ou 1% 1% 3% 5%
Données du passeport	Numéro d'identification illisible sans demande de réédition : <ul style="list-style-type: none"> moins de 10% des animaux ou moins de 3 animaux, 10% ou plus et moins de 30% des animaux et au moins 3 animaux, 30% ou plus et moins de 100% des animaux et au moins 3 animaux. 100% des animaux et au moins 3 animaux 	oui, sous 1 mois non non non	0 ou 1% 1% 3% 5%
	Autre information illisible sans demande de réédition pour 10% ou plus des animaux.	oui, sous 1 mois	0 ou 1%
	Passeport manifestement modifié.	non	Intentionnelle
	Incohérence entre les données du passeport et l'animal pour 5% ou plus des animaux	non	1%

B] - L'identification des porcins

L'objectif du système d'identification porcine est la mise en place d'une traçabilité des flux entre sites d'élevage (au sein d'une même exploitation porcine) et entre différentes exploitations porcines.

Chaque détenteur de porcins doit se déclarer à l'EDE de son département afin que celui-ci lui attribue d'une part, un numéro d'exploitation du type 63-003-001 (ou conserve le même s'il en possède déjà un au titre de la présence sur l'exploitation d'animaux d'autres espèces) et d'autre part, un (ou des) numéro (s) de site du type FR 63ABC (correspondant au numéro dit de TVA).

Les animaux doivent être identifiés avant de quitter un site d'élevage. Le tatouage ainsi que les boucles jaunes doivent être d'un modèle autorisé. Les boucles jaunes doivent être uniquement utilisées pour l'identification officielle.

- Les animaux reproducteurs doivent être identifiés individuellement par tatouage aux oreilles avec un numéro individuel (n° du site + n° d'ordre). Cette identification sera conservée tout au long de la vie de l'animal. Cependant, les reproducteurs à destination de l'abattoir devront, en plus du numéro individuel, être tatoués à l'épaule avec le numéro de leur dernier site de provenance.
- Les porcs qui quittent l'élevage où ils sont nés pour être engraisés dans un autre élevage, doivent être identifiés par tatouage à l'oreille ou par pose d'une boucle comportant le numéro du site de l'élevage naisseur.
- Les porcs qui sont nés, élevés et engraisés sur le même site, devront être identifiés par un tatouage à l'épaule lorsqu'ils sont destinés à l'abattoir.

Lors de tout déplacement, les porcins doivent être accompagnés d'un document d'accompagnement ou d'un certificat sanitaire lorsqu'il s'agit d'animaux à destination ou en provenance d'un pays étranger. Ces documents doivent être conservés dans le registre pendant 5 ans.

Chaque détenteur doit tenir un registre des mouvements pour chacun des sites d'élevage de son exploitation. Tous les mouvements d'entrée et de sortie du site doivent y être consignés dans les 7 jours. Le registre peut être soit manuscrit soit sur support informatique. Il doit pouvoir être édité à la demande des organismes de contrôle. Le registre des mouvements doit être conservé sur chaque site pendant 5 ans.

Que vérifie-t-on?

Les points vérifiés portent sur :

- la présence sur l'exploitation et la conformité du matériel de marquage,
- la tenue du registre.

Le registre comporte les documents d'accompagnement dûment complétés (documents de chargement et de déchargement, bons d'enlèvement des cadavres et certificats sanitaires) et les informations concernant la ré-identification des animaux importés.

Le document de chargement ou de déchargement est considéré complet s'il comporte les informations suivantes :

- n° immatriculation du camion ou nom du transporteur ;
- indicatif de marquage ;
- nombre d'animaux ;
- date du chargement ou déchargement.

Anomalies mineures et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non-conformité « Absence partielle de documents de chargement ou de déchargement : entre 1 et 4 documents absents » est constatée, l'exploitant peut remettre en conformité immédiatement en présence du contrôleur en rédigeant sa partie (« chargement » ou « déchargement ») du document par la reprise des informations manquantes à l'aide du registre ou de tout document utile (facture,...).

Lorsque la non-conformité « Documents de chargement ou de déchargement incomplets : entre 1 et 9 documents ayant au moins une information manquante » est constatée, l'exploitant peut remettre en conformité immédiatement en présence du contrôleur par la reprise des informations manquantes à l'aide du registre ou de tout document utile (facture,...) ou à défaut sur la base d'une déclaration de l'éleveur pour l'information « n° immatriculation ou nom du transporteur ».

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAINES « IDENTIFICATION PORCINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Présence du matériel de marquage dans l'exploitation	Absence de matériel de marquage des animaux	non	3%
Autorisation du matériel de marquage	Matériel utilisé (matériel de tatouage ou ensemble boucles/pince) non-autorisé ou mode de marquage non-conforme	non	1%
Documents de chargement et de déchargement	Absence totale de document de chargement ou de déchargement	non	3%
	Absence partielle de documents de chargement ou de déchargement: <ul style="list-style-type: none"> • entre 1 et 4 documents absents • 5 documents ou plus absents 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAIN « IDENTIFICATION PORCINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Documents de chargement et de déchargement (<i>suite</i>)	Documents de chargement ou de déchargement incomplets* : <ul style="list-style-type: none"> entre 1 et 9 documents ayant au moins une information manquante 10 documents ou plus ayant au moins une information manquante 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%
Certificats sanitaires	Absence sur 12 mois de certificats sanitaires pour les animaux introduits en provenance d'autres pays	non	3%
Indications relatives à la réidentification des animaux importés de pays tiers	Absence d'information indiquant le lien entre l'identification d'origine et la nouvelle identification (site de placement pour les animaux d'engraissement, lien entre l'identification d'origine et celle apposée dans l'élevage contrôlé)	non	3%

C] - L'identification des ovins et des caprins

L'objectif de l'identification des ovins et caprins est la mise en place d'une traçabilité permettant la gestion des maladies contagieuses de type fièvre aphteuse et des encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST). Les priorités sont la traçabilité de l'exploitation de naissance et le suivi des flux d'animaux entre les exploitations.

Les exigences retenues dans la conditionnalité concernent tous les types d'animaux, ceux nés avant la mise en place de la réforme de l'identification ovine et caprine en 2005, comme ceux nés après. Toutefois, les obligations à respecter dépendent de la date de naissance des animaux.

Ces exigences sont organisées en trois grands thèmes :

l'identification individuelle des animaux avec :

- pour les animaux nés avant la mise en place de la réforme de l'identification en 2005, la présence d'une boucle auriculaire agréée de couleur saumon portant le numéro officiel,
- pour les animaux nés après la mise en place de la réforme en 2005, l'apposition dans un délai de six mois après la naissance et en tout état de cause avant le départ de l'exploitation de naissance, d'un ou deux repères d'identification agréés portant le numéro officiel, en fonction du type d'animal et sachant que les animaux nés à compter du 1er septembre 2010³ sont obligatoirement identifiés électroniquement ;

la bonne tenue du registre avec :

- la réalisation du recensement annuel ;
- l'enregistrement de la date d'identification de chaque animal né après la réforme, de la date de pose des repères de remplacement ;
- la conservation des documents de circulation dûment complétés pour les animaux ayant quitté l'exploitation et pour ceux arrivés dans l'exploitation;

la bonne réalisation des notifications de mouvement.

Que vérifie-t-on?

La conformité de l'identification des animaux aux règles en vigueur, selon leur âge et leur pays d'origine.

Il est entendu par absence totale d'éléments d'identification l'absence totale de moyens d'identification, que ce soit boucle, tatouage ou

marque au pâturon sur des animaux visiblement âgés de plus de 6 mois ou provenant d'une autre exploitation.

Il est entendu par identification non-conforme la présence d'animaux visiblement âgés de plus de 6 mois ou provenant d'une autre exploitation sur lesquels sont apposés un ou des moyens d'identification, mais dont l'identification ne respecte pas la réglementation (en raison d'un repère manquant, non agréé, illisible, non électronique, d'une absence de réidentification des animaux nés dans un autre pays qu'en France ...).

La tenue du registre d'identification

Le registre doit contenir :

- un double du recensement annuel à jour transmis à l'EDE,
- un document de pose des repères d'identification, à savoir le carnet d'agnelage (ou de naissance), s'il est tenu de façon régulière et si les numéros des repères sont renseignés, la date de naissance étant alors assimilée à la date d'identification, ou une liste des numéros des repères livrés sur laquelle est enregistrée la date de pose des repères (y compris pour les boucles de rebouclage provisoire rouges en cas de perte d'un repère électronique et les repères de remplacement à l'identique),
- les documents de circulation dûment complétés pour tout mouvement d'animaux, ce qui permet de garder la trace des flux entre les différentes exploitations.

La réalisation des notifications de mouvement

L'éleveur doit notifier directement à l'EDE ou via un délégataire, dans un délai maximum de 7 jours, tous les mouvements d'entrée ou de sortie d'animaux de son exploitation.

Anomalies mineures et modalités de remise en conformité

(rappel : aucune réduction n'est appliquée aux anomalies remises en conformité dans les délais prescrits)

Lorsque la non conformité « Absence totale d'éléments d'identification pour 1 à 3 animaux » est constatée, la remise en conformité est possible si et seulement si :

- les animaux concernés ont déjà été identifiés (le contrôleur vérifiera la présence de trous ou déchirures aux oreilles qui mettent en évidence la pose d'éléments d'identification),

ET

- la traçabilité (numéro d'identification de l'animal ou numéro de l'exploitation de naissance) peut être établie à partir des éléments du registre.

³ Délai de deux mois supplémentaires par rapport à la date initiale du 1er juillet, du fait des difficultés rencontrées dans la livraison en département des repères électroniques.

Dans le cas où ces 2 conditions seraient remplies, l'anomalie peut être remise en conformité immédiatement par la commande auprès de l'EdE (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) de repères de remplacement en présence du contrôleur.

Lorsque la non conformité « Identification non conforme pour 3 animaux ou moins ou moins de 15% des animaux » est constatée, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur:

- dans le cas d'un animal ne présentant qu'une boucle jaune (ou une bague au pâturon) dont l'âge est de plus de 12 mois ou dont l'âge est compris entre 6 et 12 mois non destiné à la boucherie, par la pose par l'exploitant d'une boucle de remplacement provisoire rouge sur laquelle il reporte manuellement le numéro de l'animal ;
- par la commande par l'exploitant (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) de boucles de remplacement à l'identique lorsque l'anomalie ne remet pas en cause de manière certaine la traçabilité de l'animal ;
- dans le cas d'un animal né à partir du 1er septembre 2010 âgé de plus de 6 mois et non identifié électroniquement par la commande immédiate par l'éleveur en présence du contrôleur (par informatique, par fax, par téléphone ou par un courrier timbré remis au contrôleur) d'un repère électronique auprès de l'EDE.

Lorsque la non conformité « Absence d'un document de recensement annuel à jour : recensement réalisé et envoyé à l'EdE sans en conserver une copie » est constatée, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur dans le cas où l'éleveur a envoyé le document à l'EdE avant la date du contrôle. L'anomalie peut être remise en conformité si l'éleveur remplit immédiatement en présence du contrôleur un double du recensement en reprenant les éléments présents en BDNI ou transmis par téléphone par l'EdE. L'anomalie n'est pas régularisable dans les autres cas d'absence du recensement annuel.

Lorsque la non conformité « Document de pose des repères d'identification incomplet » est constatée, en cas d'absence d'enregistrement de la date de pose de repères lors de la première

identification de l'animal, d'un repère de remplacement à l'identique ou d'un repère de remplacement provisoire rouge en cas de remplacement d'un repère électronique est établi, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur sur la base d'une date déclarative de la part de l'éleveur jugée plausible par le contrôleur qu'il reporte sur le document de pose.

Lorsque la non conformité « Absence de documents de circulation : entre 1 et 4 documents de circulation absents » est constatée, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur en s'appuyant sur des éléments tels que des documents commerciaux, permettant de prouver qu'il y a eu une ou plusieurs entrées / sorties d'animaux sans qu'un document de circulation ne corresponde. L'éleveur devra rédiger un document de circulation en remplissant sa « catégorie » détenteur conformément aux informations préalablement retrouvées.

Lorsque la non conformité « Documents de circulation incomplets : entre 1 et 9 documents de circulation ayant au moins une catégorie d'informations manquante » est constatée, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur par la reprise des informations manquantes à l'aide de tout document utile (facture...).

Lorsque la non conformité « Absence partielle de notification de mouvement constatée pour tout mouvement réalisé entre le 1er janvier 2011 et le jour du contrôle alors que plus de 7 jours se sont écoulés depuis l'événement : entre 1 et 4 notifications absentes » est constatée, la remise en conformité est possible immédiatement en présence du contrôleur aux notifications des mouvements manquantes auprès de l'EdE à l'aide de tout document utile (registre, documents commerciaux...). La notification peut être réalisée par voie informatique, par fax, par téléphone à l'EDE ou par courrier timbré remis au contrôleur. Dans le cas d'un délégué, il doit apporter la preuve (accusé de réception) de la notification par le délégué ; en cas d'impossibilité de joindre le délégué, le délégué peut réaliser la notification par ses propres moyens en présence du contrôleur.

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAIN « IDENTIFICATION OVINE ET CAPRINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Identification individuelle des animaux de plus de 6 mois	Absence totale d'élément d'identification : <ul style="list-style-type: none"> • entre 1 et 3 animaux • entre 4 et 14 animaux • entre 15 et 49 animaux • 50 animaux ou plus 	oui, immédiatement (sous réserve du maintien de la traçabilité) non non non	0 ou 1% 1% 3% Intentionnelle
	Identification non conforme : <ul style="list-style-type: none"> • 3 animaux ou moins ou moins de 15% des animaux • plus de 3 animaux et entre 15% et moins de 30% des animaux • plus de 3 animaux et entre 30% et moins de 100% des animaux • plus de 3 animaux et 100% des animaux 	oui, immédiatement non non non	0 ou 1% 1% 3% 5%
Recensement annuel	Absence d'un document de recensement annuel à jour : <ul style="list-style-type: none"> • recensement réalisé et envoyé à l'EdE sans en conserver une copie • recensement non réalisé 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%

GRILLE « SANTÉ – PRODUCTIONS ANIMALES » - SOUS-DOMAIN « IDENTIFICATION OVINE ET CAPRINE »

Points vérifiés	Anomalies	Remise en conformité possible ?	Réduction
Document de pose des repères d'identification	Absence totale d'un document de pose des repères d'identification	non	1%
	Document de pose des repères d'identification incomplet	oui, immédiatement	0 ou 1%
Documents de circulation	Absence totale de document de circulation	non	3%
	Absence partielle de document de circulation : <ul style="list-style-type: none"> entre 1 et 4 documents de circulation absents 5 documents de circulation ou plus absents 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%
	Documents de circulation incomplets : <ul style="list-style-type: none"> entre 1 et 9 documents de circulation ayant au moins une catégorie d'informations manquante 10 documents de circulation ou plus ayant au moins une catégorie d'informations manquante 	oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%
Registre d'identification	Absence totale des éléments composant le registre : absence cumulée du recensement annuel, du document de pose des repères d'identification et de l'ensemble des documents de circulation	non	Intentionnelle
Notifications de mouvement	Absence totale de notification de mouvement	non	3%
	Absence partielle de notification de mouvement constatée pour tout mouvement réalisé entre le 1er janvier 2011 et le jour du contrôle alors que plus de 7 jours se sont écoulés depuis l'événement <ul style="list-style-type: none"> entre 1 et 4 notifications absentes 5 notifications ou plus absentes 	Oui, immédiatement non	0 ou 1% 1%